

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE



ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 58 • janvier - février 2010

attac

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
9/2858



Illustration © Stiki:ledessindundi.net



Assemblée générale

**Le mercredi 24 février
à 19h30**

à Liège, rue du Beau-Mur, 48

Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,

Rue du Beau Mur, 48

4030 Liège

Tél : 04 349 19 02

liege@attac.be

www.local.attac.org/liege

Permanence les mardis, mercredis et vendredis de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles
wal-bxl@attac.be**Cotisations**

→ 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)

→ 15 euros pour les actifs ou 1,25 euros par mois*)

→ 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

Compte n°**001-3324624-25**

* si vous optez pour l'ordre permanent

Si ce n'est fait, il est grand temps pour la cotisation 2009, et vous pouvez anticiper 2010. Pensez à l'ordre permanent par demi ou quart d'année.

Un tremblement de terre qui vous raccourcit le palais présidentiel de tout un étage, ça ne passe pas inaperçu. Du coup voici Haïti, ce petit pays 'maudit' amené à l'attention de la communauté internationale. Haïti, le premier pays où les esclaves ont brisé leurs chaînes, le premier pays qui ait véritablement appliqué la belle devise de la jeune république française «Liberté, Égalité, Fraternité». Un pays qui s'est bien battu, et qui le paie cher depuis plus de deux siècles. Dès 1825, son indépendance n'est reconnue par la France que s'il ne parviendra jamais à rembourser. L'intervention des Etats-Unis ne fait que renforcer l'emprise des puissances coloniales et néocoloniales. Jusqu'à aujourd'hui. Et en quoi cela nous concerne-t-il ? La terre a-t-elle tremblé sur ordre des Institutions financières internationales ? Non bien sûr, mais si le pays avait été moins pauvre, si Port-au-Prince n'était pas un immense bidonville surpeuplé, il y aurait eu bien moins de victimes, l'acheminement de l'aide serait plus facile à organiser. Et puis surtout, au lieu d'aller à nouveau faire la charité, n'est-il pas temps de donner enfin à la population les moyens de vivre – annuler la dette, soutenir l'agriculture paysanne et des services publics solides. Cela semble tellement simple, et c'est si difficile dans les structures économiques actuelles...

Il y a deux siècles, Haïti donnait

l'exemple admirable d'un pays «frontières ouvertes». Nous en sommes loin. Tandis qu'en Belgique quelques milliers d'immigrés vont recevoir des papiers (si tout va bien), des citoyens français se voient sommés de produire des preuves de leur nationalité sous forme d'actes de naissance de leurs parents et grands-parents. Vous avez dit *Ah-nenpass* ? Et en quoi cela nous concerne-t-il ? Centres fermés, soupçons d'illégalité, autant de formes d'exclusion. Et l'exclusion (ou la menace d'exclusion) est devenue la forme de fonctionnement social sur laquelle reposent nos structures de production. Celle que l'on retrouve désormais aussi dans le contrôle des chômeurs.

Et les travailleurs ? Eh bien ils deviennent chômeurs ou chômeurs à temps partiel. Et quand ils restent travailleurs, la logique actionnariale (priorité donnée au rendement – *return on investment*) signifie le déni de leurs droits, comme chez Inbev. Cette logique, vous l'aurez remarqué, s'impose désormais aussi dans les ex-services publics en voie de privatisation (les chemins de fer, La Poste,...mais aussi, de façon moins voyantes dans les hôpitaux, voire dans les universités). Dans la foulée de l'AG précédente sur le rôle des syndicats, notre prochaine assemblée générale le **mercredi 24 février** s'interrogera sur le lien entre cette situation sociale et l'étrange collabo.../...

Assemblée générale le mercredi 24 février 2010 à 19h30

Banque mondiale, Organisation Internationale du Travail : même combat ? La Banque mondiale consacre une partie de son budget à redorer son image ternie par les politique anti-sociales qu'elle impose au Sud. Aujourd'hui, elle prétend même travailler étroitement avec l'ONU et ses institutions spécialisées telles que l'Organisation Internationale du Travail et ainsi « œuvrer pour un monde sans pauvreté ».

Son site internet fait d'ailleurs penser, si l'on n'y prend garde, au portail d'une organisation favorisant le développement au Sud. Détrompons-nous ! Le programme de la Banque mondiale est aussi proche de celui de l'OIT que l'Alaska du Mozambique.

Un exemple éclairant de la différence fondamentale qui sépare irrémédiablement les deux institutions est le rapport « Doing business » publié tous les ans par la Banque mondiale, dans lequel « les pays sont classés en fonction de la facilité d'y faire des affaires, de 1-183, la première place indiquant le plus haut niveau de facilité. Un classement élevé sur l'indice de facilité de faire des affaires signale un environnement réglementaire propice aux opérations commerciales »... et donc très peu propice au respect des droits des travailleurs.

Nous verrons également que sous des intentions officielles louables, l'ONU se rend parfois complice de graves violations de droits humains.

ration entre deux institutions internationales, à priori antinomiques, la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail, dont le rôle nous sera présenté par Renaud Vivien (CADTM) et Alice Minette (FGTB).

L'Europe, c'est fini ? s'interroge Jean-Paul Marthoz dans *Le Soir* du mardi 19 janvier. Le Traité de Lisbonne est en vigueur. Nous avons un président de l'UE et une Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères. On nous l'avait promis : ce serait le bonheur. Et voilà que cette Union est moins unie que jamais, même avant le chaos face à Haiti. L'Union européenne aujourd'hui et demain, tel est le thème de la **journée de formation du samedi 20 mars**, avec notamment des membres de la locale d'ATTAC-Rhône qui ont élaboré, avec ATTAC Turin et de nombreux autres militants européens, une véritable constitution pour une Europe telle que nous la souhaitons, une Europe des peuples (pensons aussi qu'au 1^{er} juillet la Belgique prend la présidence pour six mois, une occasion de plus pour nous faire entendre). Dérèglement du climat, prétendu sauvetage à coup de commerce du carbone et de «Mécanismes de développement propre», qui sert d'abord à sauver le capitalisme, recherche ci-

toyenne d'autonomie énergétique et de mobilité non dépendante des énergies fossiles – il sera question de tout cela lors de la **journée de formation du samedi 24 avril**, sur le thème «capitalisme et environnement», avec e. a. Aurélien Bernier et Jean-Luc Dossin (qui parlera de l'expérience de Fribourg). Pensons aussi au danger d'expériences technologiques (militaires ou paramilitaires) comme le programme HAARP⁽¹⁾ qui voudraient maintenant se présenter comme une défense face au 'réchauffement de la planète' ; un symposium est organisé à Gand sur ce thème de la géoingénierie (contact Peter Vereecke peter_vereecke@hotmail.com) mais restons vigilants face à la confusion qui prévaut sur des sites portés à dénoncer des 'complots mondiaux' comme 'Citizens in action' (<http://citizensinactionbelgium.ning.com/> et, pire, le site état-unien, ouvertement de droite et sous la bannière du Christ, <http://citizensinaction.ning.com/>). Chacune des activités organisées par ATTAC-Liège se penche bien sûr en priorité sur le fonctionnement des mécanismes financiers. Un groupe de réflexion, à créer dans le sillage de l'ABCDaire, aura d'ailleurs pour mission spécifique d'examiner les développements

récents dans les propositions officielles (par exemple au G20) qui tendent à ne pas changer un système délétère et empêchent la mise en place de systèmes alternatifs.

Depuis notre université d'été, nous vous proposons des groupes de réflexion qui nous permettent de mieux comprendre «comment ça se passe» : le dynagroupe en prise sur l'actualité, le groupe Services publics et l'ABCDaire, qui éclairent le fonctionnement de la société de marché et les doctrines économiques. Le groupe Charivari est rené de ses cendres grâce à Marianne Rathmès.

A l'horizon du dernier trimestre 2010, dans le cadre des formations, nous nous pencherons sur le dessous des cartes, sur les changements géopolitiques qui affectent la planète.

2010 est jeune encore, et quelle que soit la date, nous pouvons nous souhaiter une année d'engagement joyeux, car au diable les râleurs, même et surtout quand nous sommes animés par l'indignation, c'est dans l'allégresse que nous voulons œuvrer à un monde plus juste.

1. voir site officiel et rapport du GRIP http://questionscritiques.free.fr/3eme_guerre_mondiale/programme_haarp.pdf

Union européenne et démocratie : institutions, traités, quel avenir ?

Journée du 20 mars, dans les locaux du Beau-Mur, de 10 à 17 h

Lors de la journée du 20 mars, sur l'Europe, nous aborderons les thèmes suivants :

- état des institutions européennes, description et fonctionnement par Thierry Delaval (Délégué CF et Région wallonne auprès de l'UE)
- Europe et démocratie par Englebert Renier (ancien permanent syndical et membre d'ATTAC-Liège)
- problématique du Traité de Lisbonne entré en vigueur tout récemment, par Laurent Pirnay (politologue)
- perspectives d'avenir par Robert Joumard et Henri Paraton, porte-parole d'Attac-Rhône

Le thème « Europe et démocratie » appelle la réponse à trois questions :

- le régime politique de l'Union européenne est-il démocratique dans ses structures, dans son fonctionnement, dans ses orientations et actions ?
- quelle influence exerce-t-il sur la démocratie politique de ses Etats membres ?
- quel est son impact sur leur démocratie sociale ?

ANOTHER AMERICA

Tucker Zimmerman, David Rovics, Garrett List

Espace Georges Truffaut (salle des fêtes à Droixhe) 5 décembre 2009 –

Christine Pagnouille

Ce samedi veille de Saint Nicolas où roulait la 'vague pour le climat', si large qu'elle manquait, inévitablement, d'angle d'attaque politique, mais ne faisons pas la fine bouche, la quinzaine « Another America », organisée par l'Aquilone avec le CIEP de Verviers, se clôturait par un triple concert : trois artistes étatsuniens dont deux installés à Liège depuis très longtemps, sous le signe d'un hommage à ce grand chanteur folk et joueur de banjo que fut Derroll Adams.

C'était, comme on dit, simple et chaleureux. Pas la grande foule, et pas du tout les visages habituels de nos réunions bien-pensantes, alors que l'engagement de gauche est ici aussi indéniable, mais ancré dans la musique.

Un début déconcertant pour certains : Garrett List, tromboniste et jusqu'il y a peu professeur d'impro-

visation au Conservatoire de Liège, compositeur, entre autres de la cantate « Etat de siège », sur un poème de Mahmoud Darwich, combine musique concrète, reprises en boucle de ses impros au clavier et bribes de poèmes transformés en chansons (de Julian Beck, Judith Malina et Allan Ginsberg).

David Rovics, lui, est un chanteur contestataire (protest singer) bien dans la ligne d'une grande tradition, celle de Pete Seeger... et de Derroll Adams. Il alterne poèmes et chansons, les uns et les autres en rapport direct avec l'actualité, qu'il s'en prenne aux profits des multinationales (Pirates of Somalia), à la puissance destructrice de l'Etat d'Israël avec soutien des Etats-Unis (Lebanon 2006, et cela pourrait être Gaza 2009), avec parfois des excursions dans l'histoire (comme la lutte des abolitionnistes au Kansas, John Brown). Il était d'ailleurs en chemin

vers le contre-sommet sur le climat à Copenhague et chante à tous les grands rassemblements altermondialistes.

En deuxième partie, Tucker Zimmerman, revenu à la musique après dix ans presque exclusivement consacrés à l'écriture, accompagné de musiciens complices – son fils Quan Zimmerman à la guitare, son «frère spirituel» «Jef» à la contrebasse (le Nightshift Trio), et puis aussi d'un banjoïste, et plus tard de Garrett au trombone. Penché sur sa guitare, il chante d'une belle voix profonde. Blues, folk, jazz – pas d'étiquette, une musique qui emporte, drôle et tendre, dont une chanson composée tout exprès pour cette soirée : «Another America».

Ces voix-là, ces sons-là, ne devrions-nous pas leur faire plus de place ?

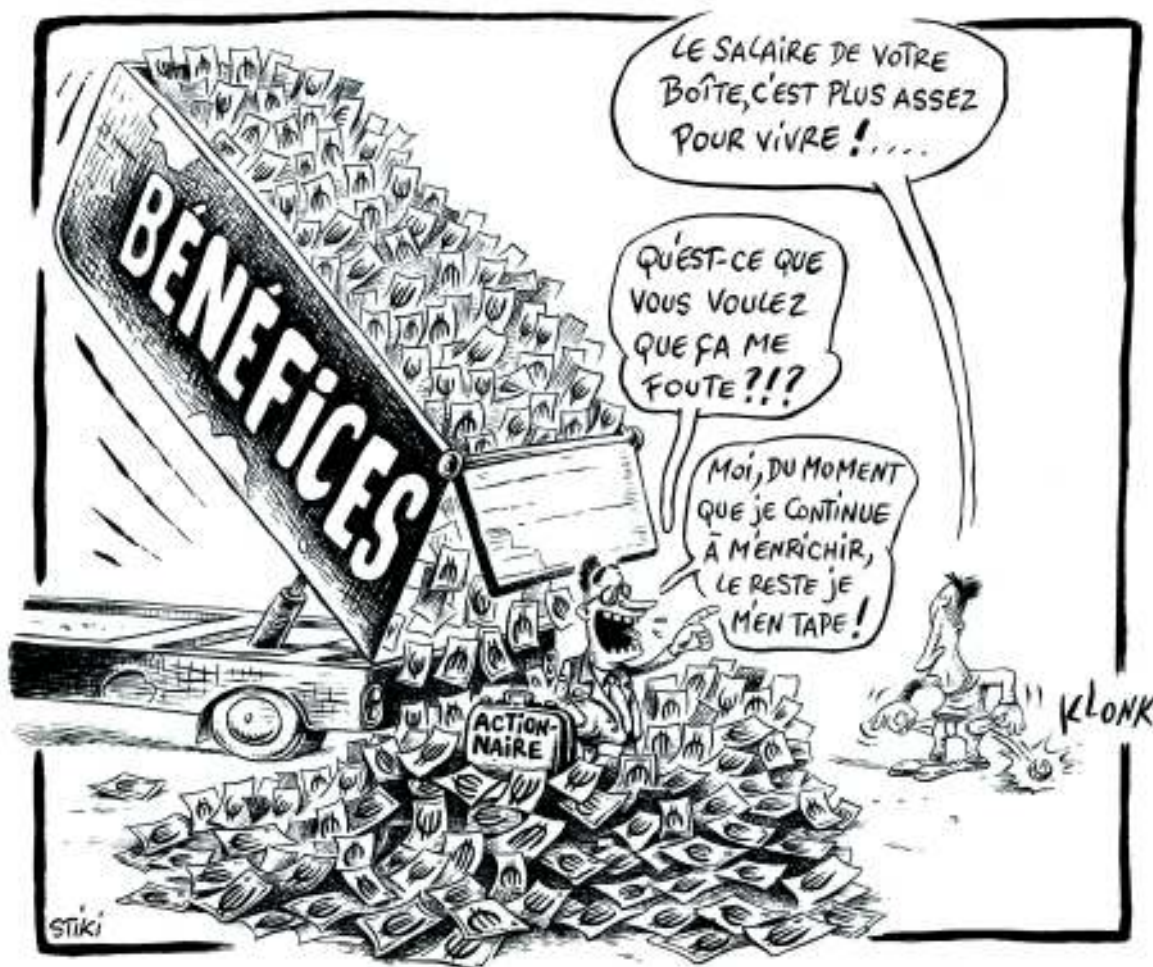


Illustration © Stiki-ledessindulundi.net

Recension de l'ouvrage *La Clause de l'Européenne la plus favorisée* (Préface de Gisèle Halimi), par l'association «Choisir la cause des femmes», Paris, éditions des femmes - Antoinette Fouque, 2007, première partie.

Partons de deux constats :

- L'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'exister dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.
- Les femmes des 27 pays de l'Union européenne ne bénéficieraient pas toutes des mêmes droits.

C'est pourquoi en 1979 *Choisir la cause des femmes* avait affiché en couverture de son quarante et unième numéro : « Quelle Europe pour les femmes ? ». Dans le corps de celui-ci, Gisèle Halimi proposait : « Notre Objectif, je l'appellerai la Clause de la citoyenne la plus favorisée. Chaque citoyenne devra bénéficier du statut le plus progressiste, le plus juste, le plus féministe en vigueur dans un pays membre... Le nivellement dans l'Europe des femmes doit se faire par le haut. Et il n'en sera ainsi que si nous nous en mêlons activement. »

En 2006, après avoir engagé d'autres combats, Choisir reprend concrètement cet objectif. Des militantes – juristes et avocates, cadres supérieures, responsables syndicales et professeures – constituent une équipe de recherche. Celle-ci entame une étude documentaire des législations en vigueur dans tous les pays de l'Union afin de connaître le statut socio-économique des femmes et les lois réglementant leurs droits et leurs applications.

Sur base de cette étude s'imposent cinq domaines majeurs qui reprennent « tous les éléments entrant en jeu dans la vie quotidienne des femmes ». À savoir :

- la liberté de donner la vie. Ce qui suppose l'accès à l'éducation sexuelle, les moyens contraceptifs et l'avortement en cas d'échec de la contraception;
- le droit de la famille qui défend la femme tant lors de l'union qu'au moment de la désunion, dans le contrat de l'union civile, ainsi que son rôle dans l'autorité parentale et dans le choix du congé parental;
- les violences, non seulement conjugales, mais aussi celles du

viol, de la prostitution et du harcèlement;

- le travail féminin (formation, embauche, salaire, chômage, temps partiel et retraites).

- l'action en politique – modes de scrutin et composition des listes.

L'équipe a mené une réflexion collective afin de choisir les lois existantes les plus favorables aux femmes dans chacun de ces domaines.

De novembre 2006 à décembre 2007, des membres de cette même équipe, envisageant l'élaboration d'un réseau de réflexion à propos de cette clause, interviewent dans chaque pays deux personnalités – homme ou femme, l'une exerçant un mandat politique, l'autre étant active dans une association féministe représentative. S'il est impossible, dans les limites d'une recension, de reproduire toute la diversité des réponses, quatre points majeurs surgissent.

1. Si ce projet de la « clause de la citoyenne la plus favorisée » (la plus respectée, propose la ministre luxembourgeoise de l'Égalité des chances) est qualifié d'utopie, il est fondé sur des dispositions juridiques réelles en vigueur dans certains pays de l'Union.
2. Cette utopie, si elle a un avenir, ne pourra se réaliser que par étapes.
3. Elle exige une implication impérative des hommes.
4. Elle nécessite une solidarité effective de tous les mouvements féministes.

Comment transformer cette utopie en une réalité juridique ? Les institutions communautaires le permettent-elles ? À quelles conditions ? Tel sera le sujet de la prochaine analyse, dans le bulletin n° 59. Nous reprenons ici le palmarès pour deux des cinq domaines.

La liberté de donner la vie

Éducation à la sexualité

Pays retenu : le **Danemark**

- Pour l'éducation à la sexualité dès l'école primaire.

- Pour les centres de planification familiale, notamment financés afin de mettre à jour un site internet fournissant des informations didactiques aux personnes chargées d'assurer l'éducation à la sexualité.

Contraception

Pays retenu : les **Pays-Bas**

- Pour l'accès à la contraception, qui y est direct, libre et gratuit. L'État assure l'information et la disponibilité pour les mineures et les femmes adultes.

Avortement

Pays retenu : la **Suède**

- Pour le respect de la liberté des femmes à disposer de leur corps, ce qui implique lucidité et responsabilité.

- Le délai légal doit être, au minimum, de 12 semaines et sera au maximum de 18 semaines.

Le droit de la famille

Mariage

Pays retenu : l'**Autriche**

- Pour la primauté accordée au mariage civil

- En y ajoutant des sanctions en cas de violation de cette primauté, comme en France.

- En y ajoutant une ouverture sans restriction du mariage aux homosexuel(le)s, comme en Espagne.

Divorce

Pays retenu : l'**Espagne**

- Le prononcé du divorce n'est subordonné ni à une cause, ni à une période de réflexion. Une obligation de secours alimentaire est maintenue.

Contrat d'union civile

Pays retenu : la **Belgique**

- Il garantit des droits élevés et ouverts tant aux hétérosexuels qu'aux homosexuels, - à côté du mariage (même modèle aux Pays-Bas).

Congé parental

Pays retenu : la **Suède**

- Haut niveau de rémunération du congé parental et esquisse du système de l'alternance

(une partie du congé réservé au père). .../...

Autorité parentale

Pays retenu : l'Estonie

→ Établissement de l'autorité parentale à partir du lien de filiation (sauf s'il est judiciairement constaté que cela est contraire à l'intérêt de l'enfant) et parce que l'exercice conjoint de l'autorité parentale est maintenu en cas de séparation,

avec la faculté d'en référer au juge en cas litige (loi française).

→ En y ajoutant l'attribution judiciaire de l'autorité parentale à l'un des parents et à son conjoint ou son concubin, quelle que soit son orientation sexuelle (loi des Pays-Bas).

De même que nous réclamons, avec les syndicats, une harmonisation des législations sociales «par le haut», nous, militants d'ATTAC, soutenons évidemment cette exigence d'un statut de la femme qui soit aussi favorable que possible.

AU CŒUR DES GROUPES

Etat d'avancement des réflexions sur

les services publics

Les séances de réflexion relatives aux services publics ont débuté par la présentation du travail d'Englebert Renier : « Le service public : hier, aujourd'hui et... demain ? » qui rappelle l'historique, les notions de base et les fondements sociopolitiques des services publics. Ensuite, nous avons commenté la lecture du Livre noir des privatisations qui fourmille d'exemples sur l'évolution récente des libéralisations et privatisations des entreprises et des services publics, allant jusqu'à mettre en cause les services régaliens. De plus, nous nous sommes servis du dossier du Monde diplomatique de décembre 2009 s'intitu-

lant « Comment vendre à la découpe les services publics ? ».

S'il est facile de constater l'évolution actuelle, il est plus difficile d'en comprendre les causes politiques et sociales, les tenants et aboutissants, les enjeux, ainsi que les stratégies à mettre en oeuvre pour que les services publics retrouvent la place qui doit être la leur. .

A la prochaine séance (un peu d'optimisme ne nuit pas), nous aborderons, pour passer du réalisme à l'espoir, la question de savoir comment faire pour rendre à chacun sa part de bien-être social.

Dynagroupe

Les objectifs du groupe sont d'apprendre ensemble par l'échange, la lecture d'articles, mais aussi l'écriture (tenue d'un cahier, éventuellement rédaction d'articles) et l'action. Ses thèmes

prioritaires sont l'Europe, l'emploi, le partage du travail, la dégradation des conditions de travail, l'écologie et la décroissance, l'économie sociale, la fiscalité, tout cela recoupant l'appel de François Houtart (nouveau rapport à la nature, priorité à la valeur d'usage, démocratie active, multiculturalité). Prochains rendez-vous le 17 février et le 10 mars.

ABCDaire

Cette formation, menée par Vicky Goossens avec tout le savoir, le savoir faire et le dynamisme que nous lui connaissons, appréhende les principaux mécanismes et les «lois» économiques, en les resituant dans le contexte doctrinaire qui définit leur forme et en les plaçant sous les différents éclairages que l'évolution des convictions idéologiques leur confère. Loin des discours abscons et enrobés d'équations de ceux qui veulent faire croire que l'économie est une science exacte, elle expose les phénomènes apparemment les plus complexes dans des termes simples et compréhensibles par tous. Prochains rendez-vous les 9 et 22 mars, le 19 avril.

Charivari

Ici, on s'amuse ensemble, on invente, on crée... On joue ! Comment mieux contribuer à éveiller l'intérêt qu'en allant dans des lieux publics pour y faire voir nos positions en autant de sketches et saynettes. Une petite envie de tester vos talents ? Ou qui sait de vaincre un brin de timidité ? Venez nous rejoindre ! Tous les lundis, à 18 heures.

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be



CR AG LUTTES SOCIALES

Daniel Richard (FGTB-Verviers) et Jean-Marie Piersotte (CNE-CSC)

12 décembre 2009

Christine Pagnouille

Ce fut une AG passionnante et mobilisante, mais un peu atypique, d'abord parce que le local réservé était occupé par un autre groupe et qu'elle a dû avoir lieu dans une salle non préparée, ensuite et surtout parce que la longueur du débat a fait que nous n'avons pas du tout eu le temps de nous pencher sur la vie de l'association.

Nous recevions deux syndicalistes de choc, tous les deux engagés dans des luttes immédiates, tous les deux lucides sur les enjeux à tous les niveaux.

Daniel Richard rappelle les circonstances de la crise économique, les exigences des syndicats (protection des ouvriers, fin du contrôle de la disponibilité des chômeurs). Il mentionne le nombre de chômeurs dans l'arrondissement de Verviers (concentrés sur les deux communes de Verviers et Dison) au regard du nombre d'emplois accessibles. En un an, le taux de chômeurs sanctionnés pour n'avoir pas fait preuve de suffisamment de dynamisme dans leur recherche d'emploi a doublé (de 5 à 10 %). Il suggère d'inverser la logique : actuellement le FOREM impose aux chômeurs un comportement proactif dans la recherche d'emplois inexistant, pourquoi ne pas exiger de cet organisme qu'il les propose ?

Il souligne que les citoyens paient deux fois la crise : par les impôts qui vont servir à rembourser la dette publique aggravée par l'aide aux grandes banques du pays et par la perte ou la détérioration de leur emploi. Les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi se trouvent face à une précarité de longue durée. Le contexte général de crise est plus vaste que la finance et l'économie ; il touche à l'énergie et à l'environnement, et génère une crise alimentaire sans précédent. Si l'on compare les possibilités de nourrir l'ensemble de la population de la planète et le nombre croissant d'habitants qui souffrent de la faim, ce scandale apparaît comme l'échec le plus spectaculaire du capitalisme !

Jean-Marie Piersotte, aujourd'hui à la retraite après 38 ans comme

permanent CNE dans différents secteurs, s'occupe de collectifs de sans-papiers. La réponse la plus évidente pour empêcher un désastre social est la répartition du travail par la réduction du temps de travail sans réduction de salaire avec embauche compensatoire, une mesure qui devrait s'imposer à tous si l'on prend conscience de l'augmentation de la productivité et par conséquent des bénéfices des entreprises depuis une cinquantaine d'années. Il raconte le long combat mené à Electrabel en 1997 : pendant plus de sept mois, avec Jean-Claude Galler (après Jacques Yerna) : des discussions en commission paritaire, des affiches avec graphiques pour faire comprendre la revendication aux travailleurs (le coût n'aurait pas dépassé 0,38 % du chiffre d'affaires), des grèves tournantes, en veillant à ne pas interrompre l'approvisionnement en électricité des hôpitaux. Le jour de Noël, la direction accorde la moitié de ce qui était demandé : une réduction de 2 heures au lieu de 4 et la création de 1700 au lieu de 3400 emplois. Las, cet accord n'a jamais été mis en application.

Notre deuxième orateur rappelle également qu'il importe de tenir compte des sans-papiers, qui se retrouvent par nécessité des travailleurs clandestins corvéables à merci.

À une question sur la surproduction et la surconsommation, nos deux intervenants rappellent qu'elles s'accompagnent d'une tragique sous-consommation, d'une misère qui n'est pas toujours perçue, à côté d'un gaspillage sans nom (les grandes surfaces détruisent tous les jours des quantités scandaleuses de nourriture, et tenter de les récupérer est un délit ; or ces marchandises – pains, laitages, viande... - ont en fait déjà été payés puisque le prix de vente tient compte des invendus, mais dans la logique du profit, une redistribution entraînerait une baisse de prix). Nous en revenons donc à des systèmes mis en place au début du XX^e siècle.

Une autre question rappelle le corporatisme, et donc la division entre travailleurs suivant les secteurs d'ac-

tivité, qui entravent les mécanismes de solidarité.

Il faut, scande Daniel Richard, faire en sorte que la peur change de camp, ce qui n'est possible que si nous remportons des victoires en visant des objectifs réalisables, comme l'inversion de la recherche d'emplois mentionnée plus haut, ou l'exigence d'une sécurité sociale européenne, qui pourrait être financée par 1% de la masse salariale.

Au lieu de rester prisonniers de l'épouvantail de la compétitivité, si nous voulons faire baisser le taux de profit, il faut relancer l'économie par des emplois d'aide aux personnes

Une autre question porte sur la place des PME et des TPE, qui sont plutôt victimes du système.

Les intervenants abondent dans le même sens. Les multinationales flouent les travailleurs partout et réussissent aussi à vendre leur propagande. Dans le même temps, les PME font face à un gros problème de crédit. Or les banques ont été renflouées par les pouvoirs publics (25 milliards rien qu'en Belgique) sans qu'il y ait la moindre exigence en contrepartie, même pas sur l'obligation de faire face aux demandes de crédits. Les taux d'intérêt pratiqués n'ont plus rien à voir avec le taux directeur. Ceci prouve l'importance de la socialisation des ressources financières et de leur utilisation productive en fonction des besoins. Exemple de l'industrie papetière à Malmedy : la dernière papeterie produisant du papier de qualité vient de fermer, ce qui signifie la perte d'un savoir-faire acquis au fil des générations, or du papier de qualité, il faudra en produire. Mais le capitalisme cherche uniquement la rentabilité à court terme.

Il nous faut à la fois des analyses cohérentes fournissant des grilles d'analyse et un changement de pratique qui rende les syndicats aux militants.

Sous le titre 'Et si on se passait des patrons?', cette soirée sur l'économie sociale et solidaire était organisée par Barricade. Elle commençait par la projection du documentaire « *Les Femmes de la Brukman* » du réalisateur canadien Isaac Isitan (2006), sur le combat de ces femmes dans une usine textile d'une banlieue de Buenos Aires. Pour la plupart étrangères à toute action politique avant les événements, elles ont simplement continué à travailler après le départ des patrons lors de la crise de 2001. Face aux accusations d'occupations illégales, au terme d'un long combat judiciaire, elles ont réussi à maintenir une organisation en coopérative, sous le nom '18 de Diciembre' (2003), la date de leur victoire au tribunal. Notons qu'elles ont dû aussi résister à des propositions insistantes de nationalisation. Le débat qui s'ensuivit, dans une salle toujours comble, permettait au

public de s'adresser à trois personnes ressources dans le domaine de l'économie solidaire : Salvatore Vetro, porte-parole de l'asbl Terre, Marie-Caroline Collard, directrice de SAW-B (solidarités alternatives Wallonie-Bruxelles, une fédération d'entreprises sociales aux objectifs et aux modes de fonctionnement très divers) et le chercheur en économie, sociologie, anthropologie Christian Arnspenger. Expérience de terrain pour les deux premiers, réflexions théoriques pour ce dernier. Les quatre principes qui fondent l'économie solidaire sont rappelés :

- finalité de service à la collectivité ou aux membres plutôt que de profit ;
- autonomie de gestion, même si les entreprises dépendent de subventions publiques ;
- processus de décision démocratique ;

→ primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.¹

De même qu'est rappelée, surtout par Marie-Caroline, la diversité de l'engagement pour un autre modèle de société.² Salvatore développe de longues explications sur le fonctionnement de Terre, qui gommait la réalité de conflits sociaux, même dans une entreprise autogérée et insiste sur la malveillance de la multinationale évincée au début de l'année 2009, à propos de la collecte des bouteilles vides. Christian Arnspenger rappelle que son travail porte sur les fondements anthropologiques qui expliquent la force du système capitaliste : la façon dont la consommation de biens matériels sert à apaiser notre inquiétude existentielle.³ Je comprends sa méfiance vis à vis du fonctionnement monétaire actuel, contrôlé par les banques centrales, où rien n'est prévu pour empêcher les banques de pratiquer des taux de prêt de loin supérieurs au taux directeur. Je comprends moins bien son rejet absolu de la monnaie. Et je ne comprends pas du tout l'assimilation des salaires aux profits. Ni ses préventions devant les subventions, parce que financées par les impôts, eux-mêmes nourris par les salaires qui seraient donc des profits. La question de la place des syndicats dans ce type d'entreprises est restée en partie sans réponse.

1. Voir article de Benoît Coumont dans le numéro spécial du *Pavé dans la mare*, décembre 2009.

2. Christian Jonet : « Ces principes sont à géométrie variable suivant le type d'organisation. Qu'on s'en convainque en comparant par exemple les asbl (où les principes démocratique et non-lucratif s'appliquent strictement) aux coopératives (où l'on s'adonne aux joies de la démocratie actionnariale, mais de manière fortement tempérée dans les coopératives à finalité sociale). » Ibid.

3. Voir aussi l'interview d'Arnspenger dans *Espaces de liberté*

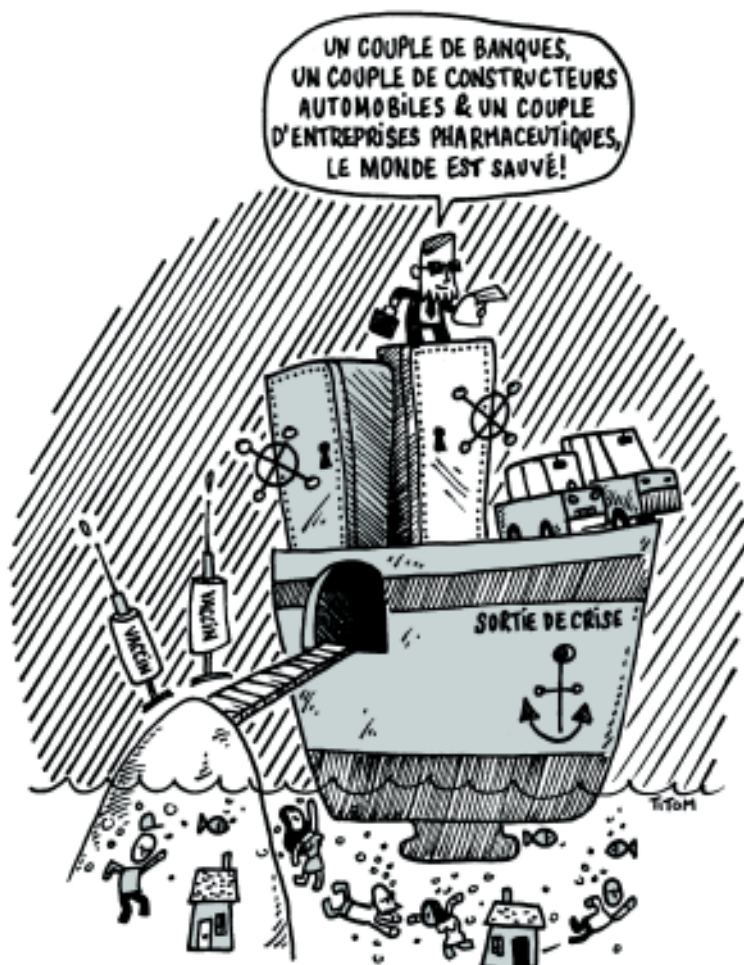


Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

CAPITALISM : A LOVE STORY de Michael Moore,

Débat avec Paul Jorion, mercredi 6 janvier 2010

Vicky Goossens



Notre invité au ciné-club organisé en collaboration avec les Grignoux au Parc était Paul Jorion, anthropologue, ex-professeur dans diverses universités et plus récemment collaborateur dans des entreprises financières, aujourd'hui chroniqueur au journal *Le Monde* et sur BFM radio. Après avoir insisté sur la qualité du film qui nous présente une Amérique très différente de nos représentations habituelles, qui nous montre les écueils d'une économie en rupture et le désarroi de sa population, Jorion souligne les conséquences de la politique du gouvernement actuel. Les électeurs d'Obama ont rêvé un new deal à la Roosevelt mais ils subissent l'inertie en vertu des résistances de ses conseillers, issus des milieux financiers et de Wall Street. Le résultat n'est pas hélas l'opposition de gauche que nous aimerions saluer, mais un mouvement « xénophobe, égoïste », fondé sur la culture du « bouc émissaire, du complot » qui augure de lendemains dépitants pour les minorités, un mouvement qui s'appelle « tea party », en référence à la mise en scène dans la baie de Boston qui servit à lancer la guerre d'indépendance contre la métropole britannique, un mouvement auquel se rallient jusqu'à 30% des Américains.

Notre orateur redoute d'autant plus la fragilisation d'une Europe social-démocrate qui offre quand même encore certains avantages qu'il annonce les prochains sursauts de crise pour 2012 et 2015. La première

date butoir porterait sur le crédit hypothécaire des ménages et, happé dans cette même vague, celui des entreprises commerciales. Il fustige donc la nouvelle « propagande » sur le thème de « la reprise sans emploi ». Et, deuxième date-clé, 2015, la bombe à retardement de la dette publique exprimée en milliers de milliards, dont la charge atteignant le seuil des 30% du PIB ne pourra pas être soldée par les impôts d'une population accablée par la pauvreté et le chômage.

Selon lui, l'utilisation de l'inflation pour sortir de l'étau est illusoire. Pour preuve, l'argent mis en circulation lors de la crise de 2007 a été remis en pension à la banque centrale et n'est pas revenu vers l'économie. D'où, c'est plutôt à un mécanisme de déflation et à une récession que cette manne d'argent a abouti. Ainsi, « la monnaie est de moins en moins à l'endroit où on en a besoin

et la part de l'intérêt augmente toujours » alimentant ainsi le processus d'accumulation.

La solution : réduire la « valeur des nocivités de la finance » qui s'accapare presque la moitié du PIB alors que cette part n'atteignait encore que 15% en 1980. En d'autres termes, et c'est là que Paul Jorion accorde non seulement les analyses mais aussi les alternatives pour un autre monde préconisées par ATTAC, la première solution à adopter consiste à interdire « la spéculation qui tue », notamment celle qui s'adonne aux paris sur la variation des prix des matières premières telles que le pétrole et les produits alimentaires. En agissant sur les prix, cette spéculation juiveuse qui fonde le profit des sociétés financières et les primes somptuaires des traders est tout simplement payée par le consommateur. C'est pourquoi, la simple mesure réduisant de 80% la taille de la finance recréerait un espace de monnaie propre à être injectée dans l'économie réelle et assurerait la stabilité des prix.

Deux heures de film (percutant, parfois naïf) et ce riche entretien auquel la grande majorité des spectateurs ont assisté, la rencontre touchait à son terme. Mais rien n'est clos, Paul Jorion nous a assuré d'une prochaine rencontre dont nous ne manquerons pas de vous informer. Et puis, bon, il est temps de s'y mettre. Michael Moore a besoin d'aide. Les murs de la Bastille ne tombent pas tout seuls.



NOTES DE LECTURE

Christine Pagnouille

Nicolas Ancion,

L'Homme qui valait 35 milliards,
Luc Pire, 2009, 284 pp.



Un roman bien lié-geois, plein de plans foireux, dont un foire vraiment grave, sur fond d'arnaque transnationale. L'artiste

trentenaire qui imagine le scénario principal en sort quelques bonnes : 'dans les interviews à la télé, vous dites que vous donnez du travail mais ce n'est pas vrai... Vous n'avez pas inventé l'acier, Monsieur Mittal, vous n'avez pas investi ici, à Liège, pour donner du boulot à des milliers de gens. Vous avez investi ce secteur dans le seul but de créer du bénéfice' (p.85) ou ' Vous fermez un site de production. Vous licenciez dix mille personnes et le cours de l'action remonte en bourse ! Vous détruisez des vies et cela crée de la valeur !' (p.109). C'est parfois un peu maladroit dans les dialogues, mais l'intrigue est bien ficelée, avec des personnages très pleins dont on se demande tout un temps pourquoi, soudain, ils s'introduisent dans le roman même s'ils ajoutent une belle épaisseur sociologique, et puis qui jouent quand même, finalement, un rôle important parfois à leur insu. Et une triple fin, chacune sur un mode différent.

Manuel Rivas,

L'Éclat dans l'abîme Mémoires d'un autodafé,
trad. Serge Mestré,
Gallimard Folio 2010, 886 pp. + note, remerciements et liste des personnages ; titre original *Los libros arden mal*.



Parcours haché, déchiré, comme ces pages des livres brûlés sur la Darse de La Corogne le soir du 19 août 1936, la scène centrale et sans cesse

évoquée, comme l'enseigne de l'Athénée libertaire brisée par les Phalangistes. Les histoires personnelles se mêlent à l'Histoire qui se tisse, celle du franquisme qui allait pendant des décennies priver l'Espagne de ses rires, de ses fêtes, de ses livres. Mais qui n'allait pas empêcher le souvenir, qui n'allait pas empêcher les enfants de retrouver les traces de ces 'non-personnes' que le régime avait cru pouvoir effacer.

Michel Serres,

Temps des crises,
Le Pommier, 2009, 78 pp.



Sur la couverture, deux cerises charnues en pendant d'oreille – comment résister ? J'ai donc acheté ce petit livre de notre désormais aca-

démicien bordelais. Comme on pouvait s'y attendre l'analyse est très fine et les suggestions audacieuses.

Il part de l'étymologie – crise venant de juger, décision de couper, et rappelle que la crise dans une maladie, c'est le tournant au-delà duquel soit l'organisme meurt, soit il s'est inventé une nouvelle existence. Ceci exclut dans le contexte actuel tous ces mots qui pourtant sont omniprésents dans les médias : relance, reprise, réforme, puisqu'il s'agit de répéter, et donc de repartir vers la même issue. Il nous faut inventer.

Plutôt que de refaire l'inventaire, nez dans le guidon, des crises actuelles, il prend un peu de distance et examine les changements profonds qui ont affecté notre humanité («hominescence», dit-il pour remplacer hominisation) dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, et ce dans six domaines. Dans nos pays industrialisés, la population qui vit de l'agriculture a brusquement chuté de plus de 50 % à moins de 2 %, et même si ce n'est pas le cas dans des pays du Sud, la population des

villes a augmenté de façon affolante : nous voilà presque tous politiques (du grec polis) et citoyens (du latin civitas). Les transports abolissent les distances. Par la médecine, nous contrôlons désormais notre corps, et l'espérance de vie s'allonge suffisamment pour nous faire comprendre les boucheries absurdes que sont les guerres. Nous sommes reliés par des réseaux multiples, qu'ouvrent les technologies de la communication. Enfin, en matière de conflits, la bombe atomique permet à l'homme de faire 'désormais mieux que la nature' 'en termes de thanatocratie' (p.23). Trois événements, dans la décennie 1960-1970 révèlent la rupture : le Concile Vatican II, des révoltes paysannes et la vague de Mai 68. Mais les institutions ont continué comme si de rien n'était, inchangées. Un autre écart s'est creusé celui entre les nantis et les démunis. Nous nous retrouvons dans un monde où la crise est partout.

Comme le décrit Dumézil, au fil de l'histoire des peuples indo-européens, nous sommes passés du pouvoir de la religion au pouvoir militaire et aujourd'hui au pouvoir de l'économie, abatardi en panem et circenses. Puisque nous nous heurtons à l'asymptote d'un monde dont nous réalisons qu'il est fini, puisque nous prenons conscience de notre dépendance face à ce qui dépend de nous, il nous faut dépasser les jeux à deux, David contre Goliath, l'Esclave contre le Maître, la Gauche contre la Droite pour intégrer le troisième terme, le monde dans lequel nous vivons. Il en appelle donc à une institution qui ne serait plus internationale, c'est-à-dire mettant toujours aux prises des nations aux intérêts divergents, mais mondiale, représentant la Biogée (Vie et Terre). Les sciences s'enfonçaient dans une connaissance de plus en plus pointue et parcellaire ; elles retrouvent aujourd'hui, affirme Serres, «le dit du Monde». Il nous faut donc écouter ceux qui comprennent, mais – car il est conscient des pressions qui s'exercent sur la recherche, ces savants de la vie de-

NOTES DE LECTURE

vraient prêter deux serments, celui de dévouer leurs connaissances 'à l'égalité entre les hommes, à leur survie, à leur élévation et à leur liberté' et celui de 'ne servir aucun intérêt militaire ou économique'. Or à la crainte d'une privation de pouvoir par expertise, les technologies de l'information offrent la parade : un accès facile à tout texte disponible, loin de toute exclusive.

RECONQUISTA ! Premiers rebonds du Collectif Le Ressort, Éditions du Cerisier, 2009, 231 pp.

Un petit livre bréviaire, un petit livre manuel pour un changement de cap, 25 textes et presque autant de dessins corrosifs de Stiki, presque tous publiés sous forme de carte blanche dans des « médias dominants » comme *La Libre Belgique*. Des textes qui partent à la reconquête d'une vé-

ritable réflexion de gauche.

Le groupe Le Ressort, c'est une vingtaine de jeunes liégeois qui se réunissent autour d'une bonne bouteille, chez l'un puis chez l'autre pour débattre et structurer une réaction, une alternative, une proposition. Le secrétaire du jour rédige alors un texte martyr qui est retransmis par courriel. Réduction du temps de travail contre chômage, travail flexible, exclusions ; fiscalité juste contre capitalisme actionnarial ; services publics contre privatisation ; contrôle public sur l'énergie mais aussi sur les banques ; mais aussi l'immigration et le scandale des sans-papiers contraints à la clandestinité ; mais aussi réduction volontaire de la consommation. Autant de textes à forte cohérence interne, qui tissent une trame d'une grande cohésion, autour d'idées qui sont aussi celles défendues par le mouvement ATTAC.

Hélas, comme le souligne Accordo dans sa préface, « l'opposition purement intellectuelle à la dictature du capital est paradoxalement, dans l'état actuel du rapport des forces, aussi nécessaire moralement qu'inoportante politiquement ». S'interrogeant sur la pertinence d'un nouveau parti de gauche unitaire, le collectif répond que la priorité est plutôt « une reconquête des esprits lobotomisés par des dizaines d'années de propagande pour un capitalisme débridé » - sans parler des corps, entravés par le crédit. D'Amérique latine, nous viennent des exemples de reprise en main véritablement socialiste. Reprenons donc à notre compte les derniers mots du recueil : « Contraindre le capitalisme productiviste à la reddition ? ; Si, podemos ! ».



Illustration © Stiki-ledessindulundi.net

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE



Mercredi 17 février, 18 h*
Charivari

Mercredi 17 février, 20 h*
Dynagroupe

Mercredi 24 février, à 19h30 *

AG d'ATTAC Liège. On y parlera de l'étrange partenariat entre Banque mondiale et Organisation Internationale du Travail, avec Alice Minette (FGTB) et Renaud Vivien (CADTM).

Lundi 1er mars, à 19h30 *

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Lundi 8 mars, à 20h00 *

Réunion du groupe « Réflexion sur les Services Publics », animé par Englebert Renier.

Mardi 9 mars, à 19h30 *

ABCDaire (lectures)

Mercredi 10 mars, 20 h. *

Dynagroupe

Samedi 20 mars *

Journée de formation sur le thème : « Union européenne et démocratie : institutions, traités, quel avenir ? » (voir annonce p.3)

Lundi 22 mars, 19h30 *

ABCDaire (état et finances publiques)

Lundi 5 avril, à 19h30 *

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Lundi 19 avril, 19h30 *

ABCDaire (fiscalité)

Samedi 24 avril

Journée de formation sur le thème : « Finance et capitalisme vert ». Illustration de la puissance récupératrice de ce système omnivore et proposition de voies alternatives à explorer.

Mercredi 28 avril *

À 19h00, AG des membres effectifs d'ATTAC Liège : examen des candidatures de nouveaux membres, approbation des comptes, constitution du nouveau CA et de son bureau.
À 19h30, AG statutaire et électorale d'ATTAC Liège : ratification de la liste des membres effectifs et élection des membres du Groupe de coordination.

Lundi 3 mai, à 19h30 *

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Mardi 4 mai, 19h30 *

ABCDaire, lectures

Lundi 17 mai, 19h30 *

ABCDaire (la monnaie)

Lundi 7 juin, à 19h30 *

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Lundi 14 juin, 19h30 *

ABCDaire (la finance)

Mercredi 23 juin

AG d'ATTAC Liège : film, repas, bilan.
A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Mardi 29 juin, 19h30 *

ABCDaire. Questions, discussion et compilation de textes.

* Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

L'autre agenda

Samedi 20 février, de 9h45 à 16h00

Formation organisée par le CADTM, dans le cadre de son cycle « 60 Questions-60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale ». Comment la Banque mondiale, le FMI et les créanciers ont géré la crise de la dette.
Infos et inscriptions : Cécile Lamarque, cecile@cadtm.org ou 0484/99.53.81
A l'Espace Belvaux, 189, rue Belvaux à 4030 Grivegnée

Vendredi 26 février 2010, 9h à 17h

Colloque sur le thème 'Economie sociale et solidaire comme force de changement - Réfléchir - Echanger - Agir pour une Autre Economie' PAF : 15 € (tarif réduit 10 € pour les étudiants, chômeurs...)
IDEES asbl Tel. : 087/33.74.88 idees@ideesasbl.org
Salle de l'Harmonie, rue de l'harmonie, 4800 Verviers (à quelques minutes de la gare)

Samedi 27 février, de 10h00 à 12h15

Hamdan Al Damiri (président de la communauté palestinienne de Belgique) : « La guerre de Gaza, un an après ».
Au Club Miguel Hernandez, 2, En Grande-Foxhalle, à Herstal (en face de la gare)

Vendredi 5 mars, à 17h00

La Coordination liégeoise Marche mondiale des femmes invite tout qui s'intéresse à l'amélioration de la condition des femmes et la défense de leurs droits, à les rejoindre pour une arrivée en fanfare de la MMF dans notre bonne ville.
Place Cathédrale, Liège

Samedi 6 mars, de 10h00 à 12h15

Simon Thaon (bio-ingénieur) : « Compte rendu d'une délégation au Forum de Copenhague ».
Au Club Miguel Hernandez, 2, En Grande-Foxhalle, à Herstal (en face de la gare)

Samedi 13 mars, de 10h00 à 12h15

A. Secondini (citoyen italien issu de l'immigration) : « Calabre : l'aboutissement d'une politique qui laisse du champ libre aux mafias ».
Au Club Miguel Hernandez, 2, En Grande-Foxhalle, à Herstal (en face de la gare)

Samedi 13 mars, de 9h45 à 16h00

Formation « 60 Questions-60 Réponses » : les arguments et les débats autour de l'annulation de la dette.
(Voir 20 février)

Samedi 20 mars, de 10h00 à 12h15

Ricardo Cherenti et Bruno Poncelet : « Avec l'appui de puissants groupes industriels, l'Union européenne négocie actuellement la mise en place d'un marché de libre circulation marchande avec les USA. Faits, enjeux et perspectives ».
Au Club Miguel Hernandez, 2, En Grande-Foxhalle, à Herstal (en face de la gare)

Samedi 27 mars, de 9h45 à 16h00

Formation « 60 Questions-60 Réponses » : proposition d'alternatives et décryptage des fausses alternatives.
(Voir 20 février)

Samedi 27 mars, de 10h00 à 12h15

Albert Hermant (membre d'Attac-Liège) : « L'horreur économique, d'après le livre de Viviane Forrester ».
Au Club Miguel Hernandez, 2, En Grande-Foxhalle, à Herstal (en face de la gare)